



Union syndicale Solidaires -
31 rue de la Grange aux Belles - 75010 Paris
www.solidaires.org - fb : @USolidaires - twt : @UnionSolidaires

Contre les violences faites aux femmes

Toutes et tous dans la rue le 23 novembre

En France, au 1er septembre : 100^e féminicide connu. 22 octobre : 124 féminicides connus. A ce rythme, on risque d'atteindre 1 femme tuée tous les 2 jours en 2019 !

Le Grenelle des violences rendra ses conclusions le 25 novembre. Marlène Shiappa, secrétaire d'État à l'Égalité a annoncé en grandes pompes que plus d'un milliard d'euros était désormais consacré à l'égalité femmes hommes et à la lutte contre les violences faites aux femmes. Mais sans dire que 75 % de ce chiffre concerne en fait des dépenses de coopération internationales... prévues sur 3 ans ! Discrètement, le gouvernement a supprimé l'Observatoire qui dénombrait notamment les violences sexistes et sexuelles. Truquer ainsi la réalité est honteux et révoltant. Dans ces conditions, nous n'attendons rien de ce Grenelle.

Sur les 121 féminicides connus de 2018, une enquête du Monde a révélé ce mois-ci, qu'un tiers de ces femmes avaient porté plainte ou avaient déposé une main courante avant d'être assassinées ! Les dysfonctionnements sont flagrants, la mise en place de formation et d'obligations auprès des agents qui les reçoivent (police, gendarmerie) est plus qu'urgente.

Des incohérences démontrent bien les inégalités en termes de priorité pour une « justice » finalement très patriarcale (elle aussi!) : c'est ainsi qu'une militante de Solidaires 93 est convoquée au commissariat de Saint-Denis sur l'injonction du préfet pour avoir participé au rassemblement revendiquant une réelle prise en charge de ces plaintes par les forces de l'ordre dans cette commune ! Des militantes sont astreintes à des amendes pour affichage contre les féminicides. Sandra Muller qui a lancé le hashtag #BalanceTonPorc contre le harcèlement et les violences a été condamnée pour diffamation... Les victimes et les femmes qui les soutiennent sont visées par la police et la justice. De telles décisions concourent à bâillonner les femmes qui veulent sortir de la spirale des violences sexistes.

Pour l'Union syndicale Solidaires, il faut s'attaquer au système patriarcal partout et constamment, dès l'école maternelle, dans la rue, dans les médias, dans les entreprises, au travail comme dans toutes les organisations collectives. C'est ce système qui « autorise et tolère » socialement les conduites de dominations, de violences envers les femmes jusqu'à la mort de plusieurs dizaines d'entre elles chaque année.



L'Union syndicale Solidaires lutte depuis des années pour que les violences conjugales détectées sur le lieu de travail soient reconnues comme relevant

de la responsabilité de protection de l'employeur. Il est nécessaire d'apporter des réponses concrètes aux victimes et de les protéger de toute sanction professionnelle ou licenciement.

Cela passe par la mise en place de mesures concrètes : orientation vers des associations spécialisées, renforcement du rôle du CHSCT ou de la commission spécialisée du CSE, congés exceptionnels alloués par les employeurs, aménagements d'horaires, de postes, mutations facilitées pour celles qui le souhaitent... Des mesures urgentes à accorder aux femmes victimes.



Plus largement, les mesures à appliquer sont déjà connues :

- **La reconnaissance de la spécificité des violences faites aux femmes par l'inscription dans la loi du terme de féminicide.**
- **Aucune plainte refusée et sans suite, ce qui veut dire tenir compte de la parole des femmes pour les aider à justement dénoncer ce qu'elles vivent sans honte, ni culpabilité.**
- **Des mesures de protection rapides ce qui veut dire mettre fin à l'impunité des agresseurs, quel qu'ils soient.**
- **Des places suffisantes en hébergement d'urgence dans tous les départements.**
- **Des fonds pour les associations qui accompagnent les femmes victimes...**

Il faudra aussi un budget à la hauteur de ces ambitions, et nous réclamons comme d'autres organisations féministes un vrai milliard pour enfin stopper cette horreur !

Pour accélérer et imposer la mise en place de ces mesures, il faut être nombreuses et nombreux à se retrouver dans la rue. On vous donne rendez-vous à la manifestation nationale à Paris le samedi 23 novembre à 14h à République et dans les nombreuses initiatives prises un peu partout en France autour du 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

**Pas une de moins !
(ni una menos!)**